

Nous ne serons plus seuls face à l'administration, en rompant l'isolement et l'auto-culpabilité tant utilisés dans le monde rural pour nous faire baisser la tête puis organiser notre disparition. C'est à ce système et ceux et celles qui le portent que nous amèneront la honte, voilà comment nous retrouverons notre dignité.

Nous serons plusieurs, avec les consommateurs, lors des contrôles dans nos lieux d'activité, pour empêcher les humiliations et les impositions industrielles et administratives, apporter un soutien humain, technique et juridique à nos collègues, voisins, amis à ne plus se laisser déposséder de nos savoirs, de notre autonomie, de notre dignité.

Notre envie va grandissante de ne plus respecter ces normes pour pouvoir maintenir nos fermes et activités artisanales..., pour entre autre nourrir nos contemporains, nous nourrir sainement et avec goût, vivre de nos activités et retrouver le sens et la place des savoirs et des besoins partagés pour nos communautés rurales.

Nous sortons des illusions et du silence et nous vous invitons à nous rejoindre.

Collectif contre les normes administratives et industrielles
agris.contrenormes@laposte.net
en savoir plus : luttessagricoles.info

"L'hyper administration n'apporte rien aux agriculteurs, sinon de l'humiliation et des brimades. Cela ne rapporte qu'aux marchands et aux intermédiaires.

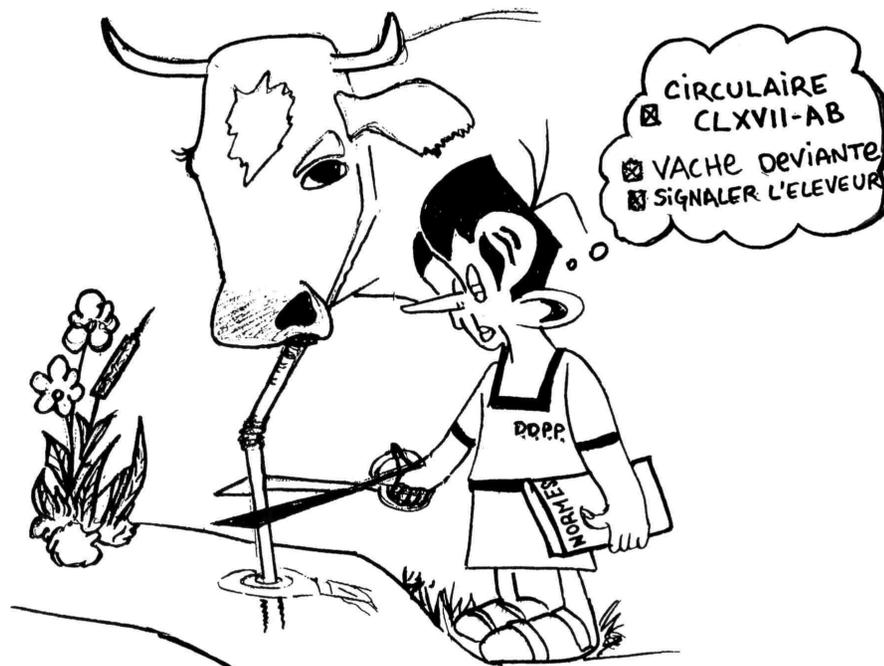
Mon cas est anecdotique, mais il illustre l'ultra-réglementation qui conduit à une destruction des paysans..."

"Le paysan on le fait culpabiliser du matin jusqu'au soir et le jour où il se déculpabilise on lui envoie les gendarmes"

"Notre travail il est à la vue et au su de tous, exposé le long des routes et des chemins alors quand le paysan est en mesure de bien faire il en tire satisfaction, amour propre et accessoirement revenu, mais qu'advient-il lorsque celui-ci est mis en incapacité de le faire ?"

Jérôme Laronze mai 2017, écrit et publié dans le journal de Saône et Loire quelques jours avant d'être tué.

①
LE SAVIEZ-VOUS ?
LES VACHES N'ONT PAS LE DROIT
DE BOIRE DANS LES RUISSEAUX



RASSEMBLEMENT VENDREDI 18 MAI
9h30 DEVANT LE LYCÉE AGRICOLE
DE MARMILHAT (LEMPDES, 63)

Les normes ne protègent que la santé des industriels

Face aux pressions, harcèlements que nous, agriculteur.rice.s et artisan.e.s... subissons au quotidien, face à la dépossession des savoir-faire dans nos activités ou face aux mensonges et illusions que nous constatons en tant que consommateur.trices, nous avons créé ensemble un collectif contre les normes administratives et industrielles.

Les contrôles des différentes administrations liés aux obligations sanitaires, aux normes de production, de construction, aux aides agricoles, aux agréments, à la traçabilité, à la numérisation mènent le plus souvent à des harcèlements, des humiliations, des sanctions financières et pénales, des interdictions d'activité, jusqu'à des saisies de troupeau ou **la mort d'un éleveur, Jérôme Laronze, tué par un gendarme en Saône et Loire il y a juste un an, le 20 Mai 2017**, suite à des années de harcèlement administratif.

Les diktats économiques et administratifs entraînent énormément de dépressions et de suicides chez les agriculteurs (732 en 2017 en France, 3 fois plus que les autres catégories socio pro)

Nous considérons que les normes sanitaires et environnementales, servent délibérément à éliminer économiquement ou administrativement les fermes, les ateliers artisanaux... qui ne peuvent pas ou ne veulent pas s'industrialiser. En effet, ces mises aux normes contraignent "à se moderniser" c'est à dire à grossir, à s'endetter, à se robotiser, à se standardiser, à s'adapter aux besoins de l'agro/btp-industrie et aux protocoles associés de contrôle délirant et pervers de l'administration . Elles nous entraînent vers une industrialisation de nos productions, une standardisation et une uniformisation de nos aliments et constructions. Chaque nouvelle norme fait disparaître 5 à 10% des producteurs, artisans les plus petits ou les plus indépendants et c'est un de leur but.

L'Etat, à travers ses normes, se place comme le garant de la bonne santé de la population et de la protection de la planète : or, les scandales sanitaires (Lactalis, Servier, oeufs au fipronil, lasagnes Spanghero ...) dans lesquels l'Etat et l'industrie ont œuvrés main dans la main ainsi que le mensonge des programmes à plusieurs centaines de millions d'euros en place depuis plusieurs années (20 ans de normes de maîtrise des algues vertes ont donné un record de quantité d'algues en 2017, 10 ans de normes de maîtrise des produits phytosanitaires : Ecophyto, ont engendré l'augmentation de leur consommation de 10000 tonnes annuelle en France) et **la disparition de 30 % des oiseaux, 40 % des agriculteurs et 70 % des insectes volants en 30 ans, nous font dire : les normes ne protègent que la santé des industriels et les mensonges étatiques.** En effet la quasi-totalité des problèmes sanitaires provient de l'industrie agro-alimentaire et des industries de produits manufacturés, riche en lobbyistes et avocats, soutenus par les gouvernements quels qu'ils soient, et non des paysan.nes et artisan.nes en liens avec ceux et celles qu'ils nourrissent ou logent et donc consciencieux dans leurs activités, qui ont toujours imaginé ensemble comment leurs pratiques devaient être pérennes et saines, cela avant l'arrivée de l'industrie (de nombreux récits en attestent) .

L'obligation, sous peine d'amende, sur un marché local, d'inscrire "origine France" et l'interdiction de remplacer cette mention par la localité, sur un légume produit dans des parcelles d'à côté, ou les condamnations pour maltraitance animale d'éleveurs qui refusent de donner des antibiotiques et préfèrent des soins aromathérapeutiques plus longs mais sans effet secondaires ou encore l'incitation normative pour les artisans d'utiliser les matériaux préfabriqués par l'industrie du bâtiment pour accéder à la RTE 2012 et aux crédits d'impôts, montrent les vrais objectifs de ces normes. Standardiser, trier, éliminer et concentrer la production au regard du modèle industriel à favoriser, rendre chacun.e totalement remplaçable, voilà la réalité constatée depuis 20 ans des effets du système normatif promu par l'OMC dès 1992. **La promotion de ces normes censée aider les producteurs, protéger la planète et informer les consommateur.trices n'est qu'une supercherie industrielle et bureaucratique pour se perpétuer.**